

**Nations unies - Syrie - Aide
humanitaire - Renouvellement de la
résolution 2165 - Explication de vote
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 19 décembre 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption de la résolution 2393, qui renouvelle pour un an le mécanisme d'acheminement de l'aide humanitaire transfrontalière en Syrie, et remercie les co-plumes humanitaires.

Les membres du conseil ont su, malgré leurs divergences d'approche, aller de l'avant au nom d'un impératif humanitaire. Ce renouvellement était vital en effet au sens propre, car la fourniture de l'aide transfrontalière est une question de vie ou de mort pour des milliers de Syriens.

Un renouvellement pour une durée d'un an était essentiel pour que les acteurs humanitaires puissent disposer d'un minimum de prévisibilité pour agir.

La préservation du fonctionnement du mécanisme, qui a jusqu'à présent pleinement fait ses preuves sur le terrain, était aussi absolument nécessaire.

Enfin, les amendements apportés au texte - que nous ne jugions pas tous opportuns pour dire la vérité - n'ont pas modifié la structure du dispositif. La résolution qui vient d'être adoptée permet ainsi aux Nations unies et à leurs partenaires de continuer de travailler comme ils l'ont fait jusqu'à présent, pour répondre à la crise et à l'impératif humanitaire.

Monsieur le Président,

Nous aurions naturellement préféré que cette aide ne soit plus nécessaire, que la situation se soit suffisamment améliorée ou que l'aide humanitaire entre les lignes de front à l'intérieur de la Syrie (dite «cross-line») soit suffisante pour répondre à l'urgence. Mais force est de constater que la situation reste catastrophique sur le terrain, aujourd'hui plus encore qu'hier, avec plus de 13 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire contre 10 millions lors du dernier renouvellement.

Dans ce contexte, je voudrais souligner ici la gravité particulière de la situation dans la Ghouta orientale. La situation y est en effet révoltante, même si elle est à bien des égards sous l'écran radar des médias. Or, soyons clairs entre nous, c'est un drame du type de celui d'Alep qui se prépare dans la Ghouta orientale. 400.000 personnes y sont piégées, quasiment sans accès à la nourriture ou aux soins médicaux. Environ 500 personnes, dont 137 enfants, sont toujours en attente d'une évacuation médicale d'urgence, demandée par l'ONU depuis des semaines et des semaines, mais jamais autorisée. Le régime affame la population pour faire plier tout reste d'opposition, ce qui est révoltant. C'est une violation grave du droit international en plus d'une faute morale. Il est impératif que tous ceux qui exercent une influence sur le régime syrien fassent pression sur lui pour mettre fin à cette situation totalement inacceptable.

Ce tableau rendait d'autant plus indispensable la préservation du mécanisme des Nations unies qui permet la fourniture de l'aide transfrontalière. La résolution que nous venons d'adopter fait du reste bien référence à la situation dans la Ghouta orientale et appelle à la levée de tous les sièges.

Enfin, Monsieur le Président, nous savons tous que la seule façon de mettre durablement un terme à la crise humanitaire est un retour à la stabilité, qui passe par une solution politique. Comme l'a indiqué hier le président Macron, il faut «construire une solution politique qui permettra une paix durable, où toutes les minorités seront protégées».

C'est cette solution politique inclusive que nous souhaitons promouvoir ensemble, car c'est la seule qui peut mettre un terme, durablement, à la tragédie syrienne. Et il n'y a pas d'autre cadre légitime pour y parvenir que les négociations inter-syriennes conduites sous l'égide des Nations unies à Genève. Nous réitérons en cela notre plein et entier soutien à l'envoyé spécial Staffan de Mistura, que nous écouterons dans quelques instants avec beaucoup d'attention.

Je vous remercie./.